



Compte-rendu du groupe de travail

« Immobilier »

le 13 septembre 2019.

C'est une première dans notre direction, cette réunion a lieu suite à la signature de fin de conflit qui a touché la communauté douanière au printemps dernier. L'administration s'était alors engagée à informer les représentants du personnel des projets immobiliers afin d'améliorer les conditions de travail des douaniers.

Le Directeur admet détenir une certaine liberté concernant l'organisation de ces groupes de travail mais il craint qu'ils deviennent plus « encadrés » quand le groupe de travail aura eu lieu en centrale.

Afin de bien cerner le domaine dans lequel nous allons évoluer, le Directeur Interrégional nous rappelle ses critères en matière immobilière :

- URGENCES
- SÉCURITÉ (désamiantage)
- (RÉ)ORGANISATIONS DES SERVICES (DNGCD)
- AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Pour autant, malgré une volonté d'améliorer nos locaux ; le Directeur Interrégional est obligé de nous parler du « **RRPIE** » (**responsable régional de la politique immobilière de L'État**). Ce RRPIE préconise, autant que faire se peut, de **densifier le domanial**. C'est-à-dire de **privilégier les bâtiments dans lesquels l'administration est propriétaire**, le locatif étant trop onéreux. Il préconise également de **mutualiser les besoins afin de réduire les coûts** ; par exemple, nous apprenons que l'administration envisage de mutualiser certaines cellules de retenue.

*En préambule, la CGT précise que si une volonté d'améliorer les conditions de travail existe, elle ne peut se mettre en œuvre sans un maillage de collègues parfaitement formés. En effet, **les gestionnaires de sites, les relais Pôle Moyens Ressources sont indispensables au bon fonctionnement des services, aux remontées de problèmes et de questions et aux éventuelles prévisions de travaux et de suivi**. Au Havre, 2 postes viennent d'être pourvus, nous espérons que les collègues concernées ont été formées et seront soutenues. Madame la cheffe du Pôle Moyen Ressources affirme que oui et qu'il existe un serveur partagé entre le Havre et Rouen.*

Afin de confirmer une volonté d'améliorer les choses, le Directeur Interrégional nous annonce que **l'enveloppe prévue pour l'immobilier sera certainement plus conséquente que les années passées, son montant sera dévoilé en décembre.**

Concernant les travaux en 2018-2019, le Directeur Interrégional nous informe qu'il a volontairement privilégié la Garde-Côtes malgré l'annonce de la création de la DNGCD. En effet, il considère qu'il était important de transférer les collègues dans de bonnes conditions ... C'est tout à son honneur mais il est toujours dommage que certains services soient pénalisés quand d'autres sont privilégiés ...

Enfin la CGT a déploré **qu'aucun exercice "Seveso"** ne soit pratiqué aux agents les plus exposés (secteurs de contrôles notamment). Ceci constitue une sérieuse carence dans le domaine de la prévention des risques. Cet exercice semble être au point à Rouen ... Nous attendons qu'il arrive maintenant jusqu'au Havre. C'était un engagement de l'administration en CHSCT ...

Pour une lisibilité pour aisée, nous avons choisi de présenter les propositions par service :

SERVICES	TRAVAUX OU DOLÉANCES	DÉCISIONS
BSEN	- Douches et toilettes dans les vestiaires	- L'administration attend que les collègues fassent leurs choix pour débiter les travaux
BSEP	- Vestiaires hommes trop exigus - Local social trop petit - Les collègues se plaignent du peu d'informations qui leur sont données.	- Madame Moizo fera une visite de site. - Le PMR demande que les travaux soient mis à l'ordre du jour des prochaines RMI afin que les collègues s'expriment.
La CGT demande à Mme Moizo une attention particulière pour l'accueil des chiens, si besoin.		
BSEC	<u>Mise en œuvre du nouveau scanner le 1^{er} novembre 2020</u> De janvier à juillet travaux. Accueil chauffeur : choix validé Local imagerie : 2 options encore en lice.	- Pendant le temps des travaux, les collègues seront au hangar 131 ; dans un algeco ... avec des toilettes ! - RMI en septembre pour valider les choix
Le DI espère que ces travaux colossaux permettront d'obtenir de bons résultats. La CGT insiste sur le fait que si l'outil est performant, les résultats seront là.		
HAB	- Escalier extérieur pour créer une deuxième issue de secours - Création d'un parking derrière le bureau	- L'administration semble disposer du budget pour débiter les travaux.
DARSE	- A la visite, les collègues disposent de 4,65 m ² chacun ... c'est insuffisant! Un local vide existe qui pourrait être employé à accueillir les agents de visite.	- L'administration étudie la faisabilité d'une autre organisation qui permettrait aux collègues d'être mieux installés.

PIF PEC	<ul style="list-style-type: none"> - Ce bureau sans fenêtres est un véritable serpent de mer ...Par ailleurs le bruit issu du hall d'entrée accueillant les déclarants et le manque d'insonorisation des cloisons empêchent les collègues de se concentrer et accentue le stress au travail.. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'administration va participer à des réunions (avec d'autres décisionnaires) pour revoir les locaux. Il y aurait peut-être une opportunité avec le Brexit pour repenser TOUT le site.
ROUEN	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de légionellose à tous les points d'eau chaude du bâtiment - Réhabilitation de l'ancien laboratoire - Ascenseur en panne 	<ul style="list-style-type: none"> - L'administration a supprimé ce risque en installant des petits ballons d'eau à chaque point d'eau. - Compte-tenu du coût des travaux, l'administration est en pleine réflexion. - L'administration a changé de prestataire, nous l'espérons plus efficace.
CREPS	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité (désamiantage) - VMC dans le local social - Problèmes de chauffage dans les sanitaires - Augmentation du nombre de toilettes (+ 1 femme, + 1 homme) - Création de vestiaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Les travaux semblent être actés car l'administration admet que les locaux en ont bien besoin ! Le point important est la présence d'amiante dans les locaux : les travaux de désamiantage se feront sur site occupé par petits tronçons hermétiques.
<p>La CGT demande à l'administration de profiter de ces travaux d'ampleur pour créer la deuxième issue de secours que réclamait l'ISST (inspecteur santé et sécurité au travail)</p>		
EUROPE	<ul style="list-style-type: none"> - Passoire thermique ! Il faudrait impérativement changer les fenêtres ou au moins les fenêtres les plus défectueuses. - Douches demandées en raison des dépotages dans les hangars sous forte chaleur. - Problèmes à Radicatel : pas d'aire de visite et donc dangerosité des contrôles conteneurs pour les douaniers. 	<ul style="list-style-type: none"> - La CGT a fait remonter les informations et a demandé que le PMR vienne par lui-même constater les problèmes immobiliers. ... - L'administration n'y semble pas opposé et étudie la faisabilité. -L'administration va prendre des dispositions mais la règle reste la non mise en danger des agents. En attendant les contrôles à Radicatel sont suspendus.
STA	<ul style="list-style-type: none"> - Chaleur excessive - Mobilier obsolète (bureau, étagères) 	<ul style="list-style-type: none"> - L'administration valide l'installation d'une climatisation dans le bureau et le local social. - L'administration prend note des besoins.
BUC	<ul style="list-style-type: none"> - Ascenseurs défectueux (intérieur et extérieur). - Chaleur l'été, froid l'hiver - Installation de 3 bornes électriques sur le parking (dont 1 pour la DNGCD). - Douches demandées en raison des contrôles dans les entrepôts. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le PMR prend note de certaines doléances
<p>La CGT fait savoir à l'administration que de plus en plus de collègues viennent en vélo (certains électriques et chers) et qu'il a été constaté des vols, nous demandons que les abris vélos soient clos et à code ... L'administration refuse, les travaux sont estimés trop onéreux !</p>		

SRE/ CELTICS	- La rénovation de ces locaux s'impose - La supervision et la Celtics semblent avoir des problèmes de stores	- Le PMR prend note des remarques
DR du HAVRE	L'administration nous apprend que le RRPIE (<u>Responsable régional de la politique immobilière de L'État</u>) souhaiterait que la DR déménage dans un autre bâtiment afin de respecter la politique de <u>densification domaniale</u> .	Pour le moment rien n'est décidé. Seule certitude : le transfert de la CCR et de la division HPL au BUC sera effectif au premier semestre 2020.
<p>La CGT précise que si la volonté de l'État est de créer une cité administrative et d'y installer tous les fonctionnaires, il vaudrait peut-être mieux anticiper. Il n'est peut-être pas nécessaire de dépenser des sommes astronomiques pour rénover le BUC si à terme, nous devons installer les douaniers dans une cité administrative. Le DI nous précise que nous sommes trop nombreux pour un tel projet ...</p> <p>La CGT demande la possibilité de mettre à disposition des agents un « volant » de ventilateurs à la DR afin de palier, le plus rapidement possible, aux demandes des collègues en cas de fortes chaleurs. Demande qui pourrait également se décliner pour les radiateurs ...</p>		
PGAS	Il semble que ce service soit un des plus mal lotis du BUC ... Pas de vestiaire, de douche, de chariot pour descendre aux archives ; des toilettes vétustes et ouvertes à tous ...	Le PMR semble être au courant de tout ce qui ne fonctionne pas dans ce service et va faire le nécessaire pour améliorer les conditions de travail des collègues.

Bien évidemment, ce catalogue se veut exhaustif mais il peut vous sembler incomplet. C'est pourquoi, n'hésitez pas à nous contacter pour nous faire part de vos remarques, vos questions, vos demandes éventuelles.

Le prochain CHSCT aura lieu 15 octobre prochain, il nous reste encore du temps pour porter vos revendications dans cette instance.